

Coller ci-dessous l'étiquette code barre correspondant à l'épreuve

A5 - 00156

0270-00-525407
ESCP_AEHE

Date : 28/04/16

Epreuve / Sous épreuve : EST ESCP

Code Epreuve : 270

Nombre de copies supplémentaires : 1

Note

attribuée :

20

La mondialisation peut-elle expliquer les mauvaises performances économiques et sociales d'un pays ?

Le gouvernement vénézuélien a récemment pris des mesures drastiques - comme une coupure d'électricité quotidienne de quatre heures pour les particuliers ou la réduction du temps de travail des fonctionnaires - afin de limiter sa consommation d'énergie. En effet, le pays est très dépendant de ses exportations de pétrole, où les cours sont actuellement très bas, à 30 \$ le baril environ. Cet exemple pose la question de la capacité d'un pays à pouvoir résister aux chocs dès à sa forte insertion dans le commerce international, et donc l'impact de la mondialisation sur ses mauvaises performances économiques, mais aussi sociales, actuelles.

La mondialisation peut se définir comme le développement continu et de long terme des échanges entre un grand nombre de pays. Elle est caractérisée par l'ouverture dans l'entrepreneuriat et la mondialisation.

(2010) comme un phénomène concernant les firmes, et le domaine commercial ; la mondialisation est aussi technologique et financière... mais également culturelle et linguistique. La mondialisation, notamment commerciale, semble alors liée avec les performances économiques d'un pays, passant en grande partie par ses performances à l'exportation et par sa compétitivité - prix. De même, les effets de la mondialisation sont aussi sociaux et concernent particulièrement la montée du chômage et des inégalités dans les pays développés.

Les différents aspects de la mondialisation sont-ils alors des facteurs explicatifs pertinents à de mauvaises performances, économiques et / ou sociales, dans un pays développé comme pour un pays en développement ?

Il semble donc que l'on puisse observer une corrélation entre la mondialisation et certaines mauvaises performances économiques (I'). Cependant, ce phénomène semble surtout s'observer quant à la question de performances sociales (II'). Enfin, on pourrait nuancer ce constat en distinguant différents degrés d'impact de la mondialisation (III').

X

X

X

X

X

La mondialisation, sous différents aspects, semble être un facteur explicatif pertinent à certaines mauvaises performances économiques. Elles-ci concernent à la fois les pays développés face au problème de la désindustrialisation (A), mais aussi les pays en développement parfois soumis à une certaine fragilité macroéconomique (B). Enfin, le secteur agroal., dans tous les pays, est particulièrement concerné (C).

Dès 1817, RICARDO mettait en avant la théorie des avantages comparatifs pour expliquer les causes et les effets du développement des échanges commerciaux entre deux pays. La théorie des avantages comparatifs, contrairement aux avantages absolus, entrevoyait le commerce international comme un jeu à somme nulle. Cependant, si l'on considère un secteur en particulier, alors la mondialisation commerciale, se déroulant selon les dotations factorielles des pays, a un impact significatif sur le secteur industriel des pays développés, car il représente généralement pour eux un désavantage comparatif, en comparaison des secteurs tertiaires notamment, nécessitant plus de travail (travail qualifié). Ainsi, la mondialisation commerciale serait un des facteurs - voire le facteur principal - qui expliqueraient la désindustrialisation des pays avancés.

Or ce secteur est porteur de croissance, notamment par les exportations et les effets d'entraînement qu'il

implique. Ainsi aujourd'hui en France, le secteur industriel est toujours générateur de 70% des exportations et de 80% des dépenses en recherche et développement du pays.

Cette corrélation entre désindustrialisation, et donc mauvaises performances économiques à l'exportation voire à l'innovation peut aussi s'observer empiriquement. En effet, la mondialisation des finis croît de manière significative à partir des années 1990 : les implantations directes à l'étranger (IDÉ) réalisées dépassent alors les 2% du PIB mondial - un niveau jamais atteint depuis la première mondialisation à la fin du XIX^e siècle - pour atteindre les 6% dans les années 2000. Or l'industrie en France, alors qu'elle représentait plus de 25% de la valeur ajoutée du pays en 1974, n'en représente plus que 12,5% aujourd'hui. Cette corrélation empirique permet donc de parler de la mondialisation commerciale et des finis comme un facteur explicatif de la mauvaise performance industrielle des pays avancés. Elle impacte donc une performance économique de long terme.

D'autre part, on pourrait également penser que la mondialisation, en particulier dans sa composante financière, implique une certaine fragilité macroéconomique pour des pays au voie de développement. Ainsi, la mondialisation qui implique par exemple

un fort développement du transport à l'échelle mondiale, accroît considérablement les besoins en énergie, notamment en énergies fossiles. Les pays en développement qui disposent des avantages géographiques des gisements, sont donc amenés à se spécialiser, ou au moins à fortement développer ce secteur. Ils en deviennent donc majoritairement dépendant, comme c'est le cas pour le Venezuela, mais aussi la Tunisie par exemple. Ainsi, si la mondialisation est responsable de bonnes performances économiques quand le secteur se porte bien, l'inverse est également vrai dans le cas contraire comme aujourd'hui. Ces pays font alors face à une grande instabilité macroéconomique qui frappe leurs exportations et leur croissance.

D'autre part, la mondialisation - dite globalisation financière peut également leur être préjudiciable. En effet dans les années 1980 et 1990 surtout, les pays en développement et émergents ont largement ouvert leurs comptes de capitaux, d'après les préconisations du Concensus de Washington fumé par le FMI et la Banque Mondiale. Cependant, cette mondialisation a été l'âtre d'une instabilité et de crises financières qui les ont fortement pénalisées, qu'il soit le Pérou en 1994, l'Argentine en 1997, la Russie en 1998 ou plusieurs pays d'Asie du Sud-Est en 1999.

Enfin, on pourrait également penser - en considérant cette fois la mondialisation commerciale sous l'angle des rendements dynamiques engendrés par

l'ouverture commerciale — que la mondialisation peut être préjudiciable à la croissance et aux performances des firmes de ce pays. En effet, KRUGMAN dans "Rendements croissants, concurrence monopolistique et commerce international" (1979) prétend qu'un pays n'aurait pas intérêt à l'ouverture commerciale si son marché intérieur est insuffisant pour lui permettre de développer des économies d'échelles, et ce notamment s'il ne dispose pas d'un avantage "fort mouve". Dans cette perspective, le rattachement économique devient presque impossible et la mondialisation peut devenir source d'instabilité, et de mauvaises performances économiques comparativement aux autres pays.

Finalement, il convient également de considérer l'impact de la mondialisation sur le secteur agricole, et dans les pays développés, et dans ceux en développement. Ainsi, dans Mythes et paradoxes de l'histoire économique (1996), BRIROCH souligne le fait que la mondialisation commerciale et le libre-échange sont néfaste au secteur agricole. Il souligne ce fait par des observations empiriques : le libre-échange ^{au} désavantage le secteur agricole à la fin du XIX^e siècle, freinant sa consommation et le développement de l'industrie et amenant ainsi à la Grande Dépression de 1873 à 1896. Il prend également l'exemple des Etats-Unis, protégeant alors leur agriculture derrière des droits de douane à plus de 50% (le secteur au XIX^e étant donc porteur

de avantage et désavantage par la mondialisation commerciale.

De plus, dès l'instauration du GATT en 1947, le secteur agricole est une source de tension dans les négociations visant à favoriser le libre-échange et la mondialisation commerciale. Ces tensions concernent notamment les États-Unis et l'Europe, protégeant tous deux ce secteur, l'un avec des quotas (comme sur le soja) et des taux douaniers, l'autre avec la Politique Agricole Commune dès 1962. Ces tensions au sein du GATT concernent aussi les PED, protestant contre ces protections. Ils font paraître eux-mêmes face à des difficultés agricoles expliquées par la mondialisation et pionniers par le Concensus de Washington au travers des stratégies d'ISI et d'ISE.

X

X

Il semble donc que la mondialisation, sous différents aspects, soit facteur de mauvaises performances économiques, à la fin dans les pays développés faisant face à la désindustrialisation, mais aussi dans les PED, parfois en partie à des difficultés macroéconomiques importantes. Elles sont de plus toutes concernées par la question particulière du secteur agricole.

De plus, la question de l'instabilité macroéconomique mais aussi celle de la désindustrialisation amènent alors à se demander si la mondialisation ne serait pas aussi facteur de mauvaises performances sociales.

X

X

La mondialisation, et notamment celle des firmes et commerciale, serait alors à la fois un facteur explicatif pertinent de la montée du chômage et des inégalités dans les pays développés (A), mais aussi de certains effets pervers dans les sociétés des pays en développement (B).

Ainsi, si la mondialisation implique des déindustrialisations dans les pays développés, alors elle implique également une montée du chômage, et notamment pour les travailleurs peu ou non qualifiés. Depuis les années 1980, un pays comme la France a ainsi vu le nombre de ses travailleurs industriels baisser de moitié. Cette période marque également la fin du plein-emploi et le début du chômage de masse, que la mondialisation permettrait alors d'expliquer en (grande) partie. Dans un article de 2002, HESSER LIN souligne ainsi que le coût de la protection de l'emploi en Europe a fortement augmenté, pour atteindre près de 200 000 € par travailleur et par an. Donc au-delà des effets négatifs du chômage sur le capital humain, notamment sur le long terme, la mondialisation implique également des effets sociaux directs et importants. D'après les travaux de DIAMOND (1971), MORTENSEN (1980) et PIZARIDES (1985) sur la question du chômage d'appariement, il semble que les pertes d'emplois

dans l'industrie ne se compensent que difficilement par des gains dans d'autres secteurs, due à une inadéquation du capital humain. Le chômage devient donc de long terme et a des effets sociaux eux-mêmes de long terme, entraînant donc une mauvaise performance sociale des pays développés.

D'autre part, il semble qu la mondialisation entraîne également une montée des inégalités entre les travailleurs qualifiés et non-qualifiés dans ces pays. En effet, d'après le théorème de STOLPER-SAMUELSON (94), l'utilisation plus importante d'un facteur de production - ici le capital ou le travail qualifié - entraîne une modification de l'appareil productif, et donc une hausse de la rémunération réelle, et pas seulement relative, de ce facteur. Cette théorie entre alors en corrélation avec une forte hausse des inégalités dans les PDC depuis les années 1980.

La mondialisation commerciale pèserait donc sur les indicateurs sociaux et entraînerait ainsi de mauvaises performances sociales de ces pays.

On pourrait toutefois nuancer ce constat. En effet, dans un article de 1983, SPENCER et KRUGMAN envisagent seulement une dégradation relative, et non réelle de la rémunération des travailleurs les moins qualifiés. De plus, d'après une étude de 1994, SACHS et SHAFIZ concordent au fait que le contenu en emploi des importations

américaines est trop faible pour conduire à une montée des inégalités entre travailleurs qualifiés et peu qualifiés ; il semble donc cependant que la mondialisation commerciale et des firmes ait un impact significatif sur les performances sociales dans les PDET, et ce particulièrement pour les travailleurs les moins qualifiés.

On pourrait de plus constater des effets négatifs de la mondialisation pour certains aspects sociaux dans les pays en développement. Ainsi dans La grande déillusion (2012), SiSliZ critique fortement les effets de la mondialisation commerciale et de la globalisation financière promises par le Conseil de Washington dans ces pays. En effet, il critique les politiques d'ajustement structurel exigeées par le FMI en contrepartie d'une aide financière importante pour sortir de la crise qui se touchait dans les années 1990. Ces politiques ont en effet été "très brutales" et ont entraîné une forte montée de la pauvreté notamment. Ainsi, par des conséquences indirectes, la mondialisation est un facteur explicatif pertinent à de mauvaises performances sociales dans ces pays.

De plus, la mondialisation des firmes peut également impliquer de mauvaises performances sociales dans les PES. Ainsi de grandes multinationales

font régulièrement l'objet de scandales ayant à faire aux conditions de travail, en particulier en ce qui concerne les enfants, dans les pays-ateliers, comme la Chine, le Vietnam ou le Bangladesh.

Ces effets indirects de la mondialisation des firmes ont différentes conséquences sur les performances sociales de ces pays, que ce soit à court terme, et même par les indicateurs comme l'IDH, ou à plus long terme, le travail des enfants impliquant par exemple une mauvaise performance future dans l'éducation.

Ce constat peut toutefois être si encore nuancé. En effet, il apparaît empiriquement sur le très long terme, que la mondialisation soit plutôt synonyme de progrès sociaux conséquents pour des pays en voie de développement. Ce fut par exemple le cas lors de la première mondialisation au XIX^e siècle. C'est également ce que l'on peut aujourd'hui constater en Chine. Le pays a su profiter des avantages économiques de la mondialisation pour développer son système éducatif notamment : l'éducation supérieure, notamment dans les domaines scientifiques, s'accroît de plus de 500 000 étudiants par an.

X

X

Il semble donc que la mondialisation, notamment commerciale et des firmes, soit un

potentiel explicatif pertinent à de mauvaises performances
sociales, qu'elle concerne les travailleurs peu qualifiés
des pays industrialisés ou qu'elle s'illustre par
des effets indirects dans les pays en développement.

Cependant, il semble que ce constat soit nuancé selon les aspects de la mondialisation que l'on choisit d'aborder. On pourrait alors nuancer ce constat global en distinguant différents degrés d'impact de la mondialisation sur les performances des pays.

X

X

Les corrélations observées entre le développement de la mondialisation et de mauvaises performances économiques et sociales semblent aussi être nuancées, dans le temps (A). De plus, il semble que la question des institutions soit fondamentale pour comprendre le degré d'impact de la mondialisation (B). Enfin, il faut également prendre en compte les effets de la mondialisation technologique (C).

Ainsi, il semble notamment que la corrélation observée par BAIRAC++ entre mondialisation commerciale et mauvaises performances économiques ne tienne pas pour cette seconde mondialisation. En effet, si l'on regarde le

Coller ci-dessous l'étiquette code barre correspondant à l'épreuve

Date : 28/04/16

Epreuve / Sous épreuve : ESTH ESCP

Code Epreuve : 270

Nombre de copies supplémentaires : 0 (numérotez les pages dans le cadre en bas à droite)

S'il s'agit d'une copie supplémentaire, reportez ici le code à 6 chiffres situé sous le code barre :

525407

Note

attribuée :

FNB par habitant, il semble que cette constatation s'inverse après 1945 : le développement de la mondialisation permet un enrichissement collectif et individuel. Ainsi les mauvaises performances économiques conjoncturelles s'effacent devant une vision de plus long terme. De plus, si l'on regarde cette fois les coûts de transport, alors ils seraient aussi diminués à la fin du XIX^e siècle, plus fortement que les droits de douane ont augmenté : la mondialisation commerciale se serait donc accentuée pendant la Grande Dépression, permettant d'en sortir et l'économie de redémarrer, alors que BAIROCH attribuait justement cet effet au renforcement du protectionnisme.

D'autre part, ce constat pour les mauvaises performances économiques pouvait aussi être avancé dans l'espace et pas seulement dans le temps. On voit en 1953, l'ONU offre observe un paradoxe pour 200 industries américaines en 1947 : les importations contiennent 30% de plus de capital par travailleur que les exportations, étant néfaste pour les Etats-Unis.

Apposéant ce paradoxe disparaît lorsque TAKEMOTO et SHINURA (1959) réalisent une décomposition géographique du Japon entre pays développés et en développement. La mondialisation commerciale semble donc elle-même être mesurée en fonction des acteurs commerciaux pour juger de son impact négatif ou non sur les économies des pays développés.

De plus, il apparaît également que les institutions nationales, plus que la mondialisation elle-même, soient pertinentes pour évaluer l'impact économique et social de cette mondialisation. En effet, dans Représenter la croissance (2016), AFGHION évoque le paradoxe créé par l'Argentine, qui aurait pu bénéficier de la mondialisation financière et des capitaux apportés par la Grande Bretagne à la fin du XIX^e siècle. Afglion souligne l'importance des institutions du pays pour expliquer que ce ne fut pas le cas. On pourrait donc tirer la même conclusion pour des effets négatifs de la mondialisation.

De même, il apparaît que seules les institutions soient capables de transformer durablement l'impact de la mondialisation sur un pays, qu'il soit négatif ou non. Ainsi dans "Tirer la meilleure partie des flux de capitaux internationaux" (in Perspectives économiques, 2005), l'OCDE précise que les années marquées de

capitale dans les pays en développement relève bien d'un "vraie" défi macroéconomique" et que des institutions, comme un système financier stable et développé, sont nécessaires pour transformer cet avantage en véritable atout par les performances économiques, et non en potentiel risque de crise financière. Dans le cas des PED, KRUGMAN souligne lui aussi l'importance de la redistribution (la mondialisation n'est pas en elle-même ^{à risques} 2000). Des mauvaises performances économiques ^{à risques} sont donc davantage dues à de mauvais facteurs automatiques qu'à des effets directs de la mondialisation.

Finalement, il est également nécessaire de prendre en compte les effets de la mondialisation technologique qui peuvent venir renforcer voire contrebalancer les autres. Ainsi, en prenant en compte les avantages dynamiques à l'œuvre, il apparaît que la mondialisation technologique permet à la fois la diffusion de ces connaissances mais aussi la création d'autres par le phénomène de production créative. Ce phénomène concerneait particulièrement les PED, dont les entreprises dépassent le stade de brevets, mais peut être aussi les P.D., par l'intermédiaire de la délocalisation de certaines activités de recherche dans ces pays. Ainsi, la mondialisation

technologique améliorerait à la fois les performances économiques mais aussi sociales de tous les pays.

Cela peut néanmoins dépendre de la position des pays quant à la frontière technologique. En effet, ceux plus loin de cette frontière auraient plus d'avantages à tirer de la mondialisation technologique que des pays à cette frontière.

X X X
 X

Il semble alors que les effets indéniables de la mondialisation sur les performances économiques et sociales des pays développés comme en développement soient cependant largement à nuancer. En effet, cette nuance peut s'opérer à la fois dans le temps et dans l'espace, mais aussi selon la qualité ou l'existence d'institutions qui permettent de modifier le degré d'impact de cette mondialisation, et ce notamment sur le long terme. Enfin, l'aspect technologique de cette mondialisation permet d'en nuancer les aspects commerciaux et financiers.

Enfin, on pourrait également se demander si le renforcement de cette mondialisation technologique ne serait pas un moyen pour parvenir à sortir les pays développés, et en développement, des mauvaises performances dont il font actuellement l'objet.